

## **MOTION du Conseil d'Administration du lycée..., réuni le...**

Après avoir supprimé la plupart des épreuves finales anonymes et imposé un contrôle continu pour 40% de l'obtention du baccalauréat, le ministère a sorti de son chapeau, cet été, un nouveau dispositif : le plan local d'évaluation (PLE).

**Comment peut-on croire qu'un protocole local, nécessairement différent d'un lycée à l'autre, pourra redonner une quelconque valeur nationale à la notation ?** L'élaboration de ce PLE n'est que poudre aux yeux pour les familles, puisque, dans le même temps, le ministère instaure des commissions académiques, qui pourront modifier en toute opacité les notes du contrôle continu avant la tenue des jurys de baccalauréat.

**Comment peut-on croire qu'un document de 4 pages pourra rassurer les élèves et leurs familles ?** Au contraire, chaque note comptant pour le contrôle continu est une pression supplémentaire pour les élèves, placés sous un régime d'évaluation permanent, au détriment du temps dédié aux apprentissages.

**Comment peut-on croire que ce "PLE" pourra permettre une meilleure orientation dans le supérieur ?** Désormais, le lycée devient une usine à produire des notes pour les rentrer dans Parcoursup. Quel est l'intérêt, alors que ce centre de tri informatisé tient de moins en moins compte des moyennes et pondère davantage les notes obtenues au baccalauréat de français ?

**Comment peut-on croire que l'uniformisation des pratiques des enseignants permettra une meilleure réussite des élèves ?** La liberté pédagogique, consacrée par la loi, est aussi une garantie pour les élèves d'avoir des professionnels capables de s'adapter à la situation réelle et particulière de chaque classe au cours de l'année.

Nous tenons donc à faire part de notre profond désaccord quant à la mise en place de ce PLE, qui n'apporte aucune amélioration à la qualité de l'enseignement donné aux élèves, et qui n'est qu'un cache misère aux problèmes causés par le contrôle continu. Seul le rétablissement d'épreuves nationales, terminales en juin, et anonymes, est garant de l'équité et de la valeur nationale du diplôme.

Nous déplorons aussi la baisse de la dépense par étudiant, de 7% entre 2017 et 2022, et demandons un réel investissement public afin que chaque titulaire du baccalauréat puisse accéder à la formation de son choix.